Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/L-ALCA-debarque-en-Amerique-Latine-dans-les-helicopteres-du-Plan-Colombia>

L'ALCA débarque en Amérique Latine dans les hélicoptères du Plan Colombia

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - ALENA, TLC US-UE -

Date de mise en ligne : mercredi 12 mai 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

"Notre objectif avec l'ALCA est de garantir aux entreprises nord-américaines le contrôle d'un territoire qui va de l'Arctique à l'Antarctique, le libre accès, sans obstacle ou difficultés, pour nos produits, services, technologies et capitaux dans tout l'hémisphère."

Colin Powell

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-182.jpg>] Malgré toutes les "conquêtes" réalisées grâce à la libération néo-libérale, les Etats-Unis se retrouvent aujourd'hui confrontés à la plus grande crise de leur histoire et, pour assurer leur hégémonie économique et commerciale, ils mis sur pied le traité de l'ALCA (Aire de Libre Commerce pour les Amériques) qui doit débiter en janvier 2005 sur le continent américain.

Ce projet cherche en finir avec le déficit de la balance commerciale nord-américaine par la domination et le pillage des peuples américains et, comme le confessait Colin Powel au Congrès de son pays : "Notre objectif avec l'ALCA est de garantir aux entreprises nord-américaines le contrôle d'un territoire qui va de l'Arctique à l'Antarctique, le libre accès, sans obstacle ou difficultés, pour nos produits, services, technologies et capitaux dans tout l'hémisphère."

Les USA, pour développer leur commerce en Amérique, ont besoin de tout un système complexe d'infrastructure qui va du Mexique au Panama, avec le PPP (Plan Puebla Panama) et en Amérique du Sud avec l'ALCA et la soi-disant "Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine" (IIRSA).

Grâce à l'ALCA et au PPP, les Etats-Unis et leurs multinationales contrôleraient de manière expéditive la Région comprise entre Puebla et Panama et avec l'ALCA/IIRSA, ils contrôleraient l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Equateur, la Guyane, le Paraguay, le Pérou, Surinaam, l'Uruguay et le Venezuela.

Dans les pays d'Amérique du Sud vivent et travaillent plus de 300 millions d'habitants, sur une superficie de 18 millions de km², pour un PIB de 1 100 millions de \$ US. 52% du total des exportations de la Communauté Andine consiste en produits générateurs d'énergie comme le pétrole, le charbon et le gaz ; de plus, ils représentent 25% de la biodiversité mondiale, 20% de l'eau douce de la planète (en incluant le Brésil), 4 fois les réserves de pétrole des USA, 8 fois les réserves de pétrole du MERCOSUR, 74% des réserves naturelles d'Amérique Latine et 75% de sa production de charbon.

Parmi les méga-projets et les investissements continentaux, composantes du Plan Puebla Panama, et l'initiative d'Intégration de l'Infrastructure Régionale d'Amérique du Sud ALCA /IIRSA, il y a la construction du canal alternatif à celui de Panama, le Canal Atrato-Truandó, en Colombie ; son projet le plus ambitieux est de communiquer via des canaux et de drainages jusqu'à Buenos Aires et Montevideo, en passant par le Rio de la Plata et l'Amazone pour déboucher sur l'Atlantique. Ce système unirait l'Amérique Latine aux Etats-Unis, avec des connexions pour les autoroutes et les voies fluviales jusqu'aux réseaux électriques de telle sorte que les marchandises nord-américaines inonderaient l'Amérique du Sud et les ressources naturelles comme le pétrole, le gaz, l'électricité, les ressources génétiques et les espèces tropicales s'en iraient en sens inverse.

Et pour garantir la domination coloniale, les Etats-Unis sont en train d'accélérer la militarisation de l'Amérique Centrale et du Sud où leurs objectifs sont de promouvoir et de protéger les corporations, les banques et les entreprises d'import-export. C'est pourquoi il existe une correspondance entre la localisation des gisements de combustibles fossiles, des sources d'eau, des banques génétiques des forêts et des récifs coralliens, les centres de développement, les aéroports, les routes et les ports multifonctionnels avec les bases militaires et les lignes de déplacements militaires du Commandement Sud des Etats-Unis, dont le siège se trouve à Miami. Actuellement ils

ont comme bases militaires :

- ▶ au Texas : le radar ROTHR de Corpus Christi,
- ▶ en Equateur : Manta,
- ▶ en Colombie : à Leticia et à Tres Esquinas,
- ▶ au Pérou : Iquitos et Santa Lucía,
- ▶ en Bolivie : Chapare et une unité "antiterroriste" à Santa Cruz de la Sierra,
- ▶ à Aruba : Reina Beatriz,
- ▶ à Curaçao : Hato Rey,
- ▶ au Salvador : Comalapa, en plus du Centre Régional des Drogues et l'embrassade

type "bunker", la plus grande d'Amérique Centrale,

- ▶ à Puerto Rico : la base navale Roosevelt Rose et le fort Buchanan,
- ▶ à Cuba : Guantánamo,
- ▶ au Honduras : les bases-radars Soto de Cano et Palmerola,
- ▶ à Panamá : l'aéroport militaire nord-américain de la ville de Panamá,
- ▶ au Paraguay : des campements servant à entretenir les Bérets verts.

Les Etats-Unis prétendent construire des bases militaires en Bolivie (Villa Tunari, Chimoré et Ichoa), en Argentine (la base de Tolhuin en Terre de Feu), en Equateur (aux Iles Gualapagos) et ils veulent aussi contrôler la base de Alcántara, au Brésil. A ces nouvelles bases militaires, il faut ajouter les 34 déjà existantes en Colombie, dans le cadre du Plan Colombia et toutes les bases (ou installations d'entraînement militaires) inconnues des populations latino-américaines, ainsi que les "Sites d'Opérations Avancées" (FOS), parmi lesquelles celles du Costa Rica, de Belice, du Honduras, des Iles Caïman et de Panama.

Unes des pièces maîtresses, pour la réussite des objectifs impérialistes fut l'expérimentation du Plan Colombie, qui est dans la structure de l'ALCA et constitue la composante militaire qui assure les visées coloniales. Ce Plan Colombie fut imposé à partir de 1999 sous prétexte de combattre le trafic de drogues mais, en réalité, c'est une stratégie militaire d'intervention contre-insurrectionnelle, pour liquider la lutte sociale en Amérique Latine, puisque l'obstacle principal pour les USA, ce sont les peuples paysans, les Afro-américains, les communautés indigènes, les organisations syndicales, sociales et les partis politiques de gauche, ainsi que les mouvements de guérilla, qui tiennent les lieux où se situent les ressources naturelles.

L'ALCA débarque en Amérique Latine dans les hélicoptères du Plan Colombia

Le Plan Colombie, dans sa première phase, a un coût approximatif de 7 500 millions de dollars, à répartir sur 5 ans pour faire de la Colombie le premier pays récepteur de "l'aide" militaire nord-américaine en Amérique Latine (et le troisième sur le plan mondial, après Israël et l'Égypte). Grâce à cet argent s'est opérée une forte militarisation en Amérique Latine, transformant la base militaire de Manta (Équateur) en principal centre d'espionnage électronique avec la technologie des satellites du Pentagone en Amérique du Sud. De là partent chaque jour pour leur routine les avions-espions Orion C-130 de l'Armée des États-Unis. Actuellement la base héberge 162 officiels nord-américains et 231 employés (quasi tous ex-militaires) de l'entreprise multinationale Dyncorp, avec une maison-mère à Reston, Virginia, siège du Pentagone.

En Colombie, par la mise en œuvre du Plan Colombie, ils ont restructuré l'armée, augmentant le nombre de soldats professionnels d'environ 145%, passant d'une force de 22 891 en 1998 à 56 203 en 2002 ; les forces militaires totaliseront 140 000 hommes opérationnels au combat, c'est-à-dire qu'ils ont incorporé 60 000 soldats depuis 1998. En ce qui concerne le compte des soldats réguliers, dans le "Plan Renforcement", son nombre était de 73 068 à la fin 2001, avec le "Plan Déplacement" ils ont incorporé plus de 1 000 hommes, ce qui se traduit par 10 unités tactiques pour le secteur énergétique (surtout les pétroles), 4 brigades mobiles et 17 brigades de base. Quant à la police, ils ont incorporé 10 000 hommes en plus. Les forces aériennes, depuis 1999, ont augmenté 4 fois leur capacité de combat, principalement en hélicoptères Black Hawk, Huey et en modernisation d'avions ; les équipes aéronautiques ont augmenté de 118% durant la même année.

Quant à la composante sociale du Plan Colombie, elle a été demandée surtout à l'Union Européenne, via la Table des Donateurs : premièrement, pour faire avancer le processus de négociation du conflit armé colombien, en second lieu, pour le redéveloppement économique et social du pays, troisièmement, pour la lutte contre le narco-trafic et en quatrième lieu, pour favoriser un renforcement institutionnel. Le résultat révèle déjà un premier échec quant à la première composante : le processus de paix n'a pas obtenu de résultats positifs ; au contraire, il s'est produit un renforcement démesuré en faveur de la guerre. En ce qui concerne les autres composantes, le peuple colombien n'a vu aucune amélioration de ses conditions économiques, bien au contraire, les institutions de l'État ont été renforcées en fonction de la guerre.

Tout ce déploiement militaire, pour le cas colombien, a comme objectif de favoriser les transnationales, surtout le pétrole. Et, justement, dans le cadre du Plan Colombie, planifié par un groupe de sénateurs des USA depuis 1997, la Colombie doit donner la priorité à l'industrie pétrolière que pour appliquer ledit Plan.

Et, dans cette optique, la Colombie a modifié sa politique pétrolière et a offert de grands contrats d'exploration et d'exploitation du pétrole et du gaz naturel sous la pression des groupes de sénateurs des USA pro-pétrole : les dividendes que paient les pétroles étrangers à l'entreprise pétrolière nationale (Ecopetrol) ont baissé de 16% à 5% et la participation des compagnies ont monté de 25% à 50%.

En 1999 et 2000, en plus des contrats qui furent exécutés depuis des années, la Colombie a signé de nouveaux contrats pour l'exploitation du pétrole, répartissant le territoire national entre les multinationales comme Chevron, Harken et Occidental (USA), BP et Shell (Angleterre), Canadian-Oxy, Alberta, Mera-Mills (Canada) et Repsol (Espagne). C'est dire si les réserves pétrolières de Colombie ont été grignotées, millimètre par millimètre, par les multinationales et ce, justement dans les zones où le soi-disant "Plan Colombie" est d'application !

Ce Plan a commencé en Colombie, d'abord parce que, historiquement, la bourgeoisie colombienne, les latifondistes et les caciques (propriétaires fonciers qui font de la politique, despotiques, souvent liés aux bandes paramilitaires) ont implanté le terrorisme d'État qui, depuis des années, a exterminé et liquidé l'opposition politique et, depuis des décades, a déplacé les indigènes et les paysans de leurs terres, et aujourd'hui les afro-colombiens, par la terreur et la mort ; de 1948 à 1958, 2 000 000 de personnes ont été déplacées et, de 1981 à 2003, 3 000 000, conjointement avec les assassinats, les disparitions et les massacres sélectifs de plus de 6 000 dirigeants syndicaux (surtout de la

CUT, Centrale Unitaire des Travailleurs) et le génocide du mouvement politique " Unión Patriótica" ; tout cela fut accompli par le paramilitarisme l'appareil de la terreur créée par l'Etat. De plus, la Colombie, de par sa position géostratégique, est un pont entre l'Amérique du Sud et le Nord et elle a une frontière avec 5 pays, position-clef pour exercer une pression et contrôler militairement la région. On comprend donc aisément que la Colombie soit au coeur des méga-projets et des investissements continentaux.

[Arlac](#) *, 7 mai 2004

Synthèse : ARLAC

Traduction : Dominique N. Boël

* **ARLAC** Asociacion de Refugiados de Latinoamerica y del Caribe

Post-scriptum :

Palenque vous renvoi ce document pris de la page WEB de nos amigos d'[ARLAC](#).] - Belgique

Courriel : PALENQUE [palenque@ifrance.com]